

برنامج  
الأغذية  
العالمي



Programme  
Alimentaire  
Mondial

World  
Food  
Programme

Programa  
Mundial  
de Alimentos

Deuxième session ordinaire  
du Conseil d'administration

Rome, 27–30 octobre 2008

## RAPPORTS DE LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE SUR DES QUESTIONS OPÉRATIONNELLES

Point 10 de l'ordre du  
jour

*Pour information\**



Distribution: GÉNÉRALE  
**WFP/EB.2/2008/10-C/1**  
18 septembre 2008  
ORIGINAL: ANGLAIS

## INTERVENTIONS PROLONGÉES DE SECOURS ET DE REDRESSEMENT APPROUVÉES PAR LA DIRECTRICE EXÉCUTIVE ENTRE LE 1ER JANVIER ET LE 30 JUIN 2008 – LESOTHO 10599.0

### Protection sociale et assistance alimentaire en faveur des groupes vulnérables

Nombre de bénéficiaires	150 000
Durée du projet	32 mois (1 <sup>er</sup> mai 2008–31 décembre 2010)
Quantité de produits alimentaires fournis par le PAM	36 047 tonnes
<b>Coût (dollars É.-U.)</b>	
Coût des produits alimentaires pour le PAM	18 752 245
Coût total pour le PAM	31 900 844

\* Conformément aux décisions du Conseil d'administration sur la gouvernance approuvées à la session annuelle et à la troisième session ordinaire de 2000, les points soumis pour information ne seront pas discutés, sauf si un membre en fait la demande expresse, suffisamment à l'avance avant la réunion, et que la présidence fait droit à cette demande, considérant qu'il s'agit là d'une bonne utilisation du temps dont dispose le Conseil.

Le tirage du présent document a été restreint. Les documents présentés au Conseil d'administration sont disponibles sur Internet. Consultez le site Web du PAM (<http://www.wfp.org/eb>).

## NOTE AU CONSEIL D'ADMINISTRATION

**Le présent document est soumis au Conseil d'administration pour information.**

Le Secrétariat invite les membres du Conseil qui auraient des questions d'ordre technique à poser sur le présent document à contacter les fonctionnaires du PAM mentionnés ci-dessous, de préférence aussi longtemps que possible avant la réunion du Conseil.

Directeur régional, OMJ\*: M. M. Darboe tél.: 066513-2201

Attaché de liaison principal,  
OMJ: M. T. Lecato tél.: 066513-2370

Pour toute question relative à la distribution de la documentation destinée au Conseil d'administration, prière de contacter Mme C. Panlilio, Assistante administrative de l'Unité des services de conférence (tél.: 066513-2645).

\* Bureau régional de Johannesburg (Afrique australe, orientale et centrale)



## RESUME

1. Le Lesotho est un pays à faible revenu et à déficit vivrier, qui importe 50 pour cent des céréales alimentaires de base (maïs) dont il a besoin pour nourrir sa population. La pauvreté, l'insécurité alimentaire et la pandémie de VIH sont étroitement liées dans ce pays: presque tous les indicateurs de développement humain déclinent depuis une décennie en raison de la synergie destructrice de ces trois facteurs.
2. Selon les estimations du Gouvernement et du Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA), 254 000 adultes et 16 000 enfants du Lesotho sont infectés par le VIH. Le taux de prévalence actuel de 23,2 pour cent est le troisième taux le plus élevé au monde, et le taux de prévalence de la tuberculose est le deuxième le plus élevé. Du fait de la pandémie, le Lesotho compte 180 000 orphelins, soit presque 10 pour cent de la population.
3. L'intervention prolongée de secours et de redressement (IPSR) 10599.0 s'inscrit dans le prolongement de l'IPSR précédente, qui avait été lancée en 2005 pour aider les ménages pauvres exposés à l'insécurité alimentaire et durement frappés par la sécheresse.
4. Cette IPSR vise à améliorer l'accès à l'alimentation des ménages vulnérables vivant dans des zones ébranlées par des catastrophes naturelles et une prévalence élevée de VIH. Ses objectifs sont les suivants:
  - i) améliorer la capacité des ménages exposés à l'insécurité alimentaire de protéger leurs moyens de subsistance et de résister aux chocs exogènes;
  - ii) préserver la santé, la nutrition et le bien-être des personnes en situation d'insécurité alimentaire vivant avec le VIH et la tuberculose, qui reçoivent un traitement antirétroviral ou un traitement antituberculeux ou sont inscrits dans un programme de santé maternelle et infantile;
  - iii) améliorer l'état nutritionnel et l'éducation des orphelins et autres enfants vulnérables et des enfants souffrant de malnutrition dans les ménages touchés par l'insécurité alimentaire; et
  - iv) renforcer la capacité du Gouvernement de mettre en place des programmes de protection sociale appuyés par une aide alimentaire, y compris l'évaluation de la vulnérabilité, le suivi de la sécurité alimentaire et la surveillance nutritionnelle.
5. Des activités associées sont mises en œuvre en collaboration avec le Ministère de la santé et des affaires sociales et le Ministère de l'agriculture et de la sécurité alimentaire, avec le concours du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (UNICEF), de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), du Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) et d'organisations non gouvernementales (ONG).
6. Le PAM a signé des mémorandums d'accord sur le terrain avec l'UNICEF et l'UNFPA, aux termes desquels ces organismes fournissent des compétences techniques et une aide non alimentaire dans les domaines de l'éducation nutritionnelle, de la prévention du VIH et de la santé génésique selon les besoins, en faveur des orphelins et autres enfants vulnérables et des enfants souffrant de malnutrition, des patients qui reçoivent un traitement antirétroviral et des bénéficiaires du PAM. La FAO fournit une aide technique pour soutenir des activités Vivres contre travail basées sur l'agriculture.
7. La distribution des vivres est prise en charge par des ONG locales et internationales; leur entreposage et leur acheminement vers les districts sont gérés par l'Unité gouvernementale de gestion des produits alimentaires. Le PAM met en œuvre cette intervention et en assure le suivi par l'entremise de son bureau principal à Maseru et de cinq bureaux de terrain.

